

Blair engage Tariq Ramadan pour combattre le terrorisme

NOMINATION Le gouvernement britannique mobilise l'intellectuel genevois.

Parrainage

âme soeur

Paul Raw

Publié le 01 septembre 2005

L'intellectuel genevois Tariq Ramadan a été nommé comme conseiller du gouvernement britannique dans sa lutte contre l'extrémisme musulman. Cette nomination a été révélée hier par le quotidien anglais Guardian . Elle souligne le pragmatisme de Tony Blair dans l'organisation de l'islam de Grande-Bretagne.

«C'est le rôle du gouvernement de s'adresser à toutes les communautés, y compris à des groupes qui professent une opinion qui n'est pas la nôtre», a déclaré un porte-parole du Ministère de l'intérieur pour justifier la désignation du professeur en islamologie de l'université de Fribourg. Il fera partie d'un groupe de treize personnes appelées à faire des recommandations au gouvernement d'ici à la fin septembre sur les moyens d'empêcher les jeunes musulmans de Grande-Bretagne de glisser vers l'extrémisme.

Outre Tariq Ramadan, le «working group on tackling extremism» comprend des universitaires réputés, des représentants des instances communautaires ainsi que le jeune député travailliste musulman Shahid Malik. D'après le Guardian , la contribution du Genevois lors de la première réunion de ce cénacle a été jugée «progressiste, répondant à un réel besoin pour les musulmans de confronter l'extrémisme et accepter qu'il existe».

A première vue, la présence de Tariq Ramadan dans ce groupe, mis en place dans la foulée des attentats kamikazes des 7 et 21 juillet à Londres, paraît paradoxale. Principal allié des Etats-Unis dans les guerres en Irak et en Afghanistan, totalement aligné sur Washington dans le combat contre le terrorisme, la Grande-Bretagne accueille ainsi les bras ouverts une personnalité pour le moins controversée. En juillet 2004, les autorités américaines lui avaient retiré son visa pour enseigner à l'Université Notre-Dame, «en raison de son soutien au terrorisme». En 1995, la France l'avait interdit de séjour pendant quelques mois en raison de ses positions ambiguës sur la place de la religion musulmane en France. Tariq Ramadan s'était par ailleurs prononcé pour un moratoire sur la lapidation, et non pas sur son abolition.

Polémique en Angleterre

Tariq Ramadan a séjourné en Grande-Bretagne peu après les attentats du 7 juillet. Il avait donné une conférence au Centre islamique de Londres lié à la grande mosquée de Regent Park. Avant son arrivée, Ramadan avait été la cible d'une vive polémique dans la presse

tabloïde. Le Sun , premier tirage du royaume, s'était indigné de sa venue: «Son ton modéré présente une face raisonnable de la terreur aux jeunes musulmans impressionnables».

Aujourd'hui, les seules protestations publiques sont venues des organisations juives. «Il s'agit d'un choix étrange à la lumière de ses déclarations passées considérées comme antisémites. Au sein de notre communauté, Ramadan est considéré par beaucoup comme un extrémiste», s'est indigné Mike Whine du Jewish Community Security Trust qui répertorie les actes antisémites. L'annonce, le 25 août, de l'octroi par le St Anthony's College d'une bourse d'universitaire - invité pour 2005-2006 tout comme son classement par le magazine Time parmi les cent innovateurs du XXI^e siècle pour son œuvre en faveur d'un islam européen indépendant, ont coupé l'herbe sous le pied de ses critiques. Aux yeux de Tony Blair, Tariq Ramadan est une passerelle vers les banlieues du nord de l'Angleterre où s'affirme un islam conquérant.

«La réponse au terrorisme n'est pas que sécuritaire»

Tariq Ramadan bientôt au Etats-Unis?

Nous avons pu joindre Tariq Ramadan à Londres pour lui poser trois questions.

Le gouvernement Bush vous avait interdit l'entrée de son territoire. Or, l'allié le plus fidèle des Etats-Unis vous a nommé expert gouvernemental. Comment expliquez-vous cette différence de traitement?

En fait, le gouvernement américain vient de me demander de déposer une nouvelle demande de visa! Il semble donc avoir changé d'opinion à mon égard. Cela dit, la Grande-Bretagne offre une configuration sociale très différente par rapport à celle des Etats-Unis. La forte présence des musulmans au sein de la société britannique est sans comparaison avec la situation qui prévaut outre-Atlantique. Il serait inconcevable que le gouvernement de la Grande-Bretagne ne tienne pas compte de cet élément.

Ne craignez-vous pas que le Cabinet britannique se serve de votre présence comme alibi pour faire oublier à ses citoyens musulmans le rôle de Londres en Irak?

Le risque n'est pas mince, en effet. Et j'en ai tenu compte avant d'accepter cette nomination. Toutefois, mes positions contre l'intervention en Irak sont bien connues des autorités britanniques. Il ne sera donc pas facile de m'instrumentaliser! En outre, je remarque que le gouvernement de Londres a dépassé ses positions antérieures qui privilégiaient l'aspect sécuritaire et plaçait l'extrémisme sous la seule responsabilité de la communauté musulmane. Aujourd'hui, le cabinet de Tony Blair tient un discours plus réaliste et sait bien que la réponse au terrorisme ne peut pas se limiter à l'aspect sécuritaire. Cela m'a convaincu que j'avais ma place comme conseiller. D'ailleurs l'intitulé exact de la commission dans laquelle je vais siéger est en soi tout un programme; elle se nomme, en effet, «Commission de réflexion sur les responsabilités de la communauté musulmane et du gouvernement dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme». De mon point de vue, certes la communauté musulmane a sa part de responsabilité dans cette radicalisation et je l'ai souvent soulignée. Mais le gouvernement britannique, aussi, en est responsable. Cette commission doit rendre rapport au cabinet Blair courant septembre. Mais elle travaillera également à plus long terme, par exemple, en proposant de changer certains manuels scolaires qui présentent les musulmans britanniques comme des étrangers. Tout ce qui contribue à faire vivre ensemble les différentes composantes de la nation britannique sera l'objet de nos travaux.

Cette nomination ne met-elle pas votre sécurité personnelle en péril dans la mesure où certains extrémistes islamistes risquent de vous reprocher de conseiller Tony Blair?

Je ne suis pas forcément moins en sécurité à Londres qu'en Suisse. J'ai reçu de nombreuses menaces venant de pays occidentaux ou arabes comme la Tunisie ou l'Égypte. Mais elles demeurent jusqu'à maintenant vagues et indirectes.

Biographie

Citoyen suisse, Tariq Ramadan est né le 26 août 1962 à Genève. Son grand-père, Hassan el Banna fut l'un des fondateurs en Égypte du mouvement des Frères Musulmans.

Tariq Ramadan est docteur ès lettres en islamologie-arabe de l'Université de Genève où il a également décroché une maîtrise ès lettres en philosophie et en littérature française.

Il a suivi des études en sciences islamiques au Caire, en 1992-93.

Enseignant, il fut doyen au Collège de Genève et donna des cours d'islamologie à l'Université de Fribourg.

L'an passé, un établissement catholique, l'Université Notre-dame dans l'Indiana (Etats-Unis) l'a nommé professeur d'islamologie. Après lui avoir attribué un permis de séjour («green card»), le gouvernement américain lui a finalement interdit l'entrée sur son territoire. D'après ce que nous a révélé Tariq Ramadan, les autorités américaines seraient aujourd'hui prêtes à l'accepter.

Jean-Noël Cuenod

Edipresse Publications SA, tous droits de reproduction et de diffusion réservés.

[Conditions générales](#) | [Contacts](#) | [Copyright](#) | [Charte](#)